



Compte rendu FSU du CHSCT-SD 12 extraordinaire du 18 janvier 2022 de 8h30 à 10h en distanciel

Présent-es :

- Dasen, Mme LAJUS : présidente de séance
- Secrétaire Générale : Mme VINCENT
- Conseiller-es de Prévention Départementale : Mme BRESSAC et M LAGARRIGUE
- une secrétaire administrative de séance : Mme Vincent
- Pour la FSU, 4 titulaires : Julie BERNAT-SANDRAGNE, Maryline LAUMOND (secrétaire départementale du chsct-sd12), Michel NARANJO et Céline PETIT
- Pour l'UNSA : Sébastien LE GALL, Christine BOUIX

Ordre du jour : point situation crise sanitaire

Début de l'instance : 8h55 soit avec 25 minutes de retard.

La DASEN excuse son retard par un emploi du temps contraint et chargé dès le matin.

Déclarations liminaires de la FSU et de l'UNSA

Réponses de la DASEN à ces déclarations.

La DASEN répond que l'école n'est pas considérée comme une garderie. Elle est bien consciente que les conditions actuelles ont un effet sur les apprentissages. Concernant la gestion des non remplacements de collègues absents, l'idée était de faire au mieux, gérer au cas par cas avec les inspecteur-trices qui sont en lien avec les directriceur-trices qu'elle remercie pour leur engagement ainsi que les équipes enseignantes.

Elle est sûre, encore plus depuis 2 ans, de l'importance de l'école. L'école est le lieu où se fait le nous. Ensemble, elle pense que l'on a gagné un beau défi. Le problème, c'est qu'Omicron a tout remis en question.

La FSU rappelle son attachement au maintien des écoles ouvertes mais déplore les conditions de travail et l'attente du ministre pour recruter des personnels.

La DASEN nous informe qu'elle a reçu une note le 29/12 qui annonçait des recrutements à venir. Elle peut recruter 1 ETP (équivalent temps plein) administratif pour 3 mois /circonscription. Leur mission sera d'alléger la tâche des chefs

d'établissement ou des directeur-trices. Dans la réalité, il s'agit de prolonger les contrats des médiateurs qui étaient déjà en place.

Il s'agissait, ensuite, de dénoncer certaines situations et d'obtenir des réponses aux questions des collègues sur la situation épidémique dans les établissements scolaires.

1/ Combien y a t il de classes sans enseignants, faute de remplaçant, en moyenne depuis la rentrée ?

Dasen : Les décharges des directeurs ont été une priorité. Les classes non remplacées sont dûes au fait de faire les décharges. Il manquait de remplaçants pour remplacer les absences et assurer les décharges de direction. Le 3 janvier, il y avait 10 classes où l'enseignant-e n'avait pu être remplacé-e. Hier, on en comptait 22. L'objectif actuel serait de constituer des postes de contractuel-les qui feraient les décharges dans un rayon géographique limité

2/ Quelle sera la dotation du département concernant les 8000 postes recrutés annoncés par le ministre ? Seront-ils recrutés sur des postes de remplaçant ou vont ils, comme on l'a déjà vu l'an dernier, remplacer des remplaçants sur des remplacements longs comme des congés parentaux par exemple ?

La DASEN : l'idée est de les affecter plutôt sur une classe et non venir renforcer la brigade de remplaçants.

La FSU demande que ça ne soit pas fait dans les mêmes conditions que l'an dernier où des remplaçant-es, affecté-es à l'année donc investi-es sur des projets de classe, d'école s'étaient vu annoncer, du jour au lendemain, parfois par la contractuel-le elle-même qu'il ou elle devait quitter ce remplacement.

La secrétaire Générale reconnaît que l'an dernier, ces situations avaient été traitées très rapidement, dans l'urgence mais qu'il n'y avait, en aucun cas, d'arrières pensées sur les qualités pédagogiques du remplaçant.

La DASEN : l'administration ne sait pas combien ils peuvent en recruter mais le problème, c'est le vivier. Les conseiller-es pédagogiques sont mobilisé-es pour les accompagner au plus près de la classe. Des recrutements sont en cours mais l'administration ne veut pas recruter n'importe qui, il y a des préalables à vérifier.

3/ Est -il prévu des moyens de remplacement dans les vies scolaires des établissements du 2nd degré ?

La DASEN : au niveau national 1500 AED doivent être recrutés pour une mission jusqu'à la fin de l'année scolaire. Le problème est de trouver les personnes. Il y a un véritable souci dans le recrutement. Très souvent, les candidat-es au recrutement précisent qu'ils sont en attente d'une réponse pour un autre emploi. L'administration ne sait pas encore de combien de postes il s'agit. Il est aussi possible de permettre aux AED de faire des heures supplémentaires puisque certains AED ne sont pas à temps complet.

Le problème de la paye des heures supplémentaires pour les AED est abordé car les personnels se plaignent de délais très longs. L'administration n'a pas d'information à ce sujet.

4/ Quand les masques chirurgicaux seront-ils livrés aux personnels ? Y en aura t il pour tous les personnels ? A quelle fréquence seront-ils renouvelés ? Et les masques FFP2 et les sur-blouses aux infirmières scolaires ?

La DASEN : concernant les équipements pour les infirmières scolaires, les livraisons ont commencé. Pour les masques chirurgicaux, la DSDEN est en attente d'informations du rectorat. La conseillère de prévention intervient pour dire qu'il est probable que les masques livrés soient des masques à lanières dont les collègues ne veulent pas. La FSU ajoute que ces masques ne sont pas du tout pratiques en classe et demande si l'information est remontée au rectorat. La conseillère de prévention répond par l'affirmative.

5/ Y aura t il des autotests distribués de manière systématique aux personnels ? Si oui, quand et à quelle fréquence ?

La DASEN : des autotests sont en attente de livraison. Pour l'administration, la dotation d'autotests n'est pas un problème. **Les collègues ne doivent pas hésiter à demander du réassort à leur circonscription.**

6/ Où en est-on des campagnes de tests salivaires dans le département ? Des programmations sont conduites avec l'ARS. Elles continuent d'être programmées toutes les semaines. Une cellule a été mise en place ARS/préfecture/DSDEN. Elle a pour objectif d'assurer le maximum de tests à la population avec une répartition judicieuse. Cette cellule fait le point régulièrement.

7/ Une consigne claire a-t-elle été donnée aux chef-fes d'établissement concernant l'organisation des journées portes-ouvertes ? Concernant les réunions parents professeurs ?

La DASEN donne la parole à la cheffe d'établissement, membre du CHSCT. Cette dernière explique que la FAQ ne l'interdit pas. Elle va maintenir une journée portes ouvertes mais avec des consignes plus strictes. L'an dernier, elle a suivi l'interdiction de la mettre en place alors que l'enseignement privé l'a maintenue. La cheffe d'établissement explique qu'elle a perdu 20 élèves de 6^{ème} à la rentrée. Elle dénonce le fait qu'on leur demande de maintenir les évaluations *ev@lang* alors que c'est compliqué. Comment faire passer des évaluations alors que 20 élèves sont présents au lieu de 30 ?

8/ Concernant l'EPS, le ministère maintient les établissements du second degré en niveau 2 du protocole mais avec des consignes de niveau 3 dans la FAQ. Cette aberration a une nouvelle fois plongé les collègues dans la confusion et l'incompréhension. Qu'avons-nous finalement le droit d'enseigner ? Que devons-nous prendre en compte : les consignes du ministère ou la FAQ ? Ce non-sens a aussi créé de la confusion au sujet de l'enseignement de la natation puisque les écoles primaires en sont privées (protocole 3) là où il est "juste" fortement déconseillé pour le secondaire. De plus, le fait de mentionner dans la FAQ que des gymnases pouvaient être réquisitionnés pour pallier aux problèmes de restauration des élèves dus au brassage trop important place encore l'EPS en dehors de son statut de discipline obligatoire et risque de fragiliser les conditions de travail des collègues.

La DASEN : à sa connaissance, il n'y a pas de cas de réquisition en Aveyron.

Elle reconnaît l'importance de l'apprentissage de la natation et du savoir nager.

L'instance ayant commencé avec 25 min de retard, nous n'avons pas pu aborder la totalité des questions que nous avons préparées. Nous allons demander à l'administration une nouvelle instance très rapidement.